

AUDIENCE INTERSYNDICALE 22 MAI 2024

Etaient présents

► Pour l'administration

M. Pierre N'Gahane, **Recteur de l'académie**
M. David Muller, **DASEN de Côte d'Or**
Mme Caroline Vayrou,
Secrétaire Générale de l'académie (SG)
M. Jean-Christophe Duflanc,
Directeur de cabinet du recteur (DirCab)

► Pour l'intersyndicale

Pour la **FCPE** : Antoine Delaigue
Pour la **FSU** : Christine Bernery et Isabelle Cheviet
Pour la **CGT** : Yasmina Soltani et Stéphanie Sanchez
Pour l'**UNSA** : Yvain Melet et Maxime Lacroix
Pour la **FNEC-FP FO** : Annick Alix
SGEN- CFDT et **Sud** sont dans l'intersyndicale mais n'étaient pas représentés ce jour.

FO fait l'intro pour l'intersyndicale : Deux thèmes sont à l'ordre du jour :

- les 2,6 millions d'euros que Bercy a demandé à l'Académie de rendre.
- le choc des savoirs.

LA QUESTION DES 2,6 M € DE BUDGET REPRIS PAR BERCY

SG : Notre académie à l'instar des autres doit rendre du budget dans le cadre des 700 millions repris dans l'EN. Pour notre académie, cela s'élève à 2,6 M €. On nous a demandé de travailler la masse salariale, mais pas les emplois, donc les HS et les IMP. Avec le Pacte, une bonne part de ces HS ne sont pas consommées. Nous avons lancé un point d'étape avec les Chefs d'étab : qu'avez-vous consommé, que pensez-vous ne pas consommer ? Sur le BOP 141, on est à 1,2 M € sur les HS, et on savait que la moitié ne sera pas consommée, parce que les missions qui les rémunéraient ont été peu à peu pactées. Cumul de budget en HS et Pactes permettait cela. En revanche il n'y avait pas de marge sur les IMP.

Le 1^{er} mai, annulation de ces crédits au titre des HS et des IMP. On ne voulait prendre que ce qui restait et voir ce qui allait devoir être économisé par ailleurs. Finalement on n'est pas allé plus loin. On a arrêté l'enquête sur ce que les étab pouvaient rendre. Le pb c'est la rentrée 2024, avec des enveloppes de pactes non encore allouées. Pas de visibilité pour l'instant. Les 700 millions d'euros ne sont pas annulés, mais la ministre travaille à une atténuation. On tirera l'année prochaine les conclusions qui s'imposent sur ce qui sera non consommé à la fin de cette année.

On travaille aussi sur les dotations de fonctionnement pour les services déconcentrés, l'optimisation des frais de déplacement. On va aller chercher sur tous les leviers. On compte sur les négociations de la ministre pour nous éviter le 2^{ème} rabet sur les budgets, déjà, et peut-être aussi pour diminuer l'effet du 1^{er} rabet.

FSU : A un mois de la fin de l'année, c'est très inquiétant. Les 700 millions impactent la préparation de rentrée.

SG : pas de dotations supprimées dans les DHG.

CGT : mais on a besoin des HS pour la vie des étab.

FO : Et tout le monde ne pactise pas.

SG : On ne reprend pas de moyens sur ce qui a été préparé en janvier.

LE CHOC DES SAVOIRS :

FCPE : Les parents sont en état de choc face à cette réforme. Sondages auprès des parents montrent que les citoyens les plus éloignés de l'école ne voient pas arriver cette réforme et pourtant ils en feront les frais car c'est une réforme de tri social. La classe prépa lycée et le DNB qui conditionne l'entrée en lycée vont dans le même sens que les groupes de niveau à ce titre.

Les programmes des cycles 1 et 2 sont encore en travail mais ne laissent pas les profs s'adapter au rythme d'apprentissage des élèves. Les élèves à besoins particuliers ne sont pas pris en compte. Cela peut engendrer aussi de la violence. La baisse de tolérance à cette violence est une tendance positive, on éduque à la non-violence ; mais faire des réformes qui peuvent engendrer de la violence, c'est contradictoire.

Recteur : *La notion de groupe de niveau n'est pas celle qui est retenue. C'est plutôt des groupes de besoins, même s'ils sont mesurés d'après des évaluations. Notre ministre a une vigilance sur le tri social, c'est sa ligne rouge. Les évaluations nationales sont corrélées avec les IPS des familles. L'esprit de ce qui a été mis en place, c'est l'élévation du niveau de nos élèves. Le vademecum d'Eduscol nous donne des schémas d'organisation qui permettent d'éviter cet écueil du tri. On fait de la classe entière d'abord, puis on fait des groupes, puis on reverse dans le gpe classe pour évaluer. On travaille alors + sur le rattrapage de certaines compétences (dire, écrire, lire). Les profs de maths et français pourront ainsi être PP et connaître tous les élèves.*

En outre, les moyens sont conséquents. 155 postes y sont consacrés dans notre académie. On est aujourd'hui agréablement surpris de voir qu'en maths ou en français, le nombre de contractuels à recruter s'est réduit (entre 5 et 8 par discipline seulement, pour toute l'académie). Les 155 postes, on les a pris sur les 220 postes d'allocation progressive des moyens qu'on donnait en plus de la marge. On en a pris la moitié, et l'autre moitié, on l'a prise ailleurs : dans la 26° heure supprimée en 6°.

FO : le risque de tri imposait de renoncer au principe même, pas de l'aménager. Vous parlez de groupes de besoin, mais c'est jouer sur les mots. Par définition un groupe de besoin est ponctuel. Lorsque la structure est entièrement pensée en groupes, et que le décret prévoit que la classe entière est dérogatoire et limitée à 10 semaines par an, le groupe n'est pas ponctuel et ce n'est donc pas un groupe de besoin. De même, un groupe de besoin qui se fonde sur des résultats à une évaluation, c'est un groupe de niveau. Soyons clairs.

FCPE : 2 ex très concrets. Un élève dont les parents ont mis en place un PAI très bien construit, arrive à une moyenne très satisfaisante. Un autre dont les parents n'ont pas pu faire ce suivi, voit ses besoins sous évalués et sa moyenne reste catastrophique. Ils n'iront pas tous les deux dans le même groupe et n'ont sûrement pas la même catégorie sociale.

Recteur : *les profs pourront identifier qu'ils ont les mêmes besoins et pourront être dans le même groupe.*

CGT : Le vademecum interpelle. La constitution des groupes nouvellement nommés est encore confuse. Le groupe AB, par exemple, c'est qui ? Les PAP ? Les ULIS ? Les dys ?

Recteur : *on les met à part*

CGT : ils auront des évaluations qui les placeront dans le gpe AB.

Recteur : *on fera attention que les besoins particuliers soient vus finement.*

SNES-FSU : Elèves en gpes vont être reversés dans la classe. Vous prévoyez un schéma de va et vient...

Recteur : *c'est une proposition. Au moins début et fin de l'année. A vous de l'organiser.*

SNES-FSU : mais on n'a pas de temps pour la concertation.

FO : cette réforme alourdit en effet la charge de travail : non seulement la concertation sera beaucoup plus nécessaire et va prendre un temps fou, qu'on n'a pas ; mais les enseignants de maths et français vont se retrouver avec plus de niveaux, et plus de groupes. Ils auront moins de temps et moins de possibilité pour faire des projets. Les conseils de classes avec des multitudes de participants qui viennent pour trois ou quatre élèves chacun, on connaît ça en lycée, cela rend cette instance impraticable.

UNSA : La diversité des organisations crée des inégalités supplémentaires. C'est aléatoire en fonction du territoire.

FO : Nous défendons une Education qui reste Nationale, et ne se décline pas différemment partout.

CGT : vous parlez du va et vient entre groupes et classes entières. Le début de l'année est conservé. A chaque période, on rebat les cartes. C'est très stressant pour les élèves. Des évaluations standardisées et fréquentes, vont jouer un rôle couperet. Si l'élève progresse il sera content, mais si d'une compétence à l'autre il change de groupe pour un niveau inférieur ce sera difficile à faire entendre à l'élève (estime de soi) et à la famille.

FO : cela va créer des problèmes relationnels énormes entre parents et école, entre élèves, entre parents et profs, etc. Or le climat scolaire est déjà dégradé. Cette réforme aggravera les problèmes existants et n'en résoudra aucun.

SNUIPP-FSU : La recherche internationale est unanime depuis 30 ans sur l'inefficacité des groupes en fonction des niveaux. PISA montre plutôt c'est qu'on est un pays dans lequel les inégalités scolaires augmentent.

Recteur : *les inspecteurs font un travail de fond là-dessus.*

SNUIPP-FSU : les profs vont subir des pressions : les formateurs vont formater les profs à rebours de ce qu'ils ont appris. Ça pose la question de la société qu'on veut pour demain. C'est s'asseoir sur une école émancipatrice.

SNES FSU : c'est l'arrêt de la démocratisation de l'école.

DASEN : *vous êtes pessimiste.*

UNSA : le 1^{er} ministre a clairement la volonté d'un retour de l'autorité, il lance le choc de savoirs avec l'emblème des gpes de niveaux qui ne marchent nulle part dans le monde. La ministre a sorti les rames avec sa notion de groupes de besoin. Et vous rafistolez. Pour créer les groupes de niveaux, n'y aura-t-il pas de suppression de groupes ou d'option ? vous nous le garantissez ?

Recteur : *cela relève de l'autonomie. On n'a pas privé les établissements de leurs moyens*

FO : Si, vous l'avez dit vous-même. Vous avez pris sur l'allocation progressive des moyens.

SG : *cette allocation était très volontariste dans notre académie.*

DASEN : *Dans mon poste précédent, je n'avais pas autant de moyens dégagés (à Lyon). Ventilation des moyens très favorable dans notre académie. Dans les audiences de collèges, j'ai pris la mesure de la marge dont les étab disposent. Parts structurelle et qualitative des 47 collèges sont équilibrées et fournies.*

FO : Cette réforme va créer un climat scolaire très dégradé. Les élèves de 6^e qui sortent d'un CM2 avec un seul prof vont se retrouver avec 3 groupes différents : une classe, un groupe de français et un groupe de maths, ces deux derniers étant en plus rebattus plusieurs fois par an. Cette instabilité est déjà très nuisible pour des élèves de 1^{ère} qui ont 16-17 ans, on le voit avec la réforme Blanquer du lycée. Or c'est pire pour des enfants de 10-11 ans et au collège où les cas de harcèlement se multiplient. Dans une structuration fondée sur les niveaux, les tensions s'exacerbent. Avec l'instabilité des groupes comment l'élève va-t-il construire et conserver des groupes de copains protecteurs, alors que c'est la principale stratégie que chacun développe pour échapper aux harceleurs ?

DASEN : *vous parlez d'instabilité dans les groupes. Mais paradoxalement vous demandez des groupes en LV, en sciences, etc. C'est contradictoire !*

Tous : mais cela n'a rien à voir, ce qu'on veut ce sont des demi-classes, non triées, sans niveaux !

DirCab : *Je suis d'accord quand vous parlez des risques par rapport aux familles. L'explicitation sur les changements de groupe doit être conduite. Ce travail sera fait en conseil de classe. Leur fonctionnement peut être interrogé. L'organisation est complexe, on ne va pas le nier. Mais sa réussite est pédagogique. Tout dépend de la façon dont on met en place les évaluations, en fonction de compétences ciblées.*

SNUIPP-FSU : vos compétences, ce sont les fondamentaux, c'est ce qu'on retrouve dans les évaluations standardisées. La recherche internationale montre que ce n'est pas avec ce genre d'évaluation qu'on lutte contre les inégalités. C'est par les autres disciplines culturelles abordées, qu'on va diversifier les compétences

Recteur : *Il faut se comparer, pour l'instant on a des marges de progression.*

CGT : l'hétérogénéité des groupes est plus favorable. Les binômes de tutorat entre élèves, ça marche. Dans un groupe de compétences où on regroupe par difficultés communes, on coupe ce mécanisme.

Recteur : *Passons à la prépa-lycée. La FCPE a exprimé la crainte de regrouper les élèves faibles dans ces classes, des élèves en échec. Malheureusement, ces élèves on les perd par la suite. Les laisser passer en 2^{nde} ne les sert pas forcément, cela peut conduire au décrochage.*

FO : le DNB ne va pas aller vers une augmentation du taux de réussite, puisqu'on lui enlève des leviers qui en facilitait l'obtention (les « points recteur » disparaissent, les compétences sont remplacées par des notes). Or, il devient indispensable d'avoir le DNB pour aller en lycée : c'est la logique de Parcoursup dès la 3^e ! En plus pour y

scolariser l'ensemble des élèves de l'académie qui n'ont pas le DNB, il faudrait créer au bas mot 60 classes ! Le ministère va-t-il vous en donner les moyens ? Ces classes ne comportent que 18h de tronc commun, et saupoudrent le reste des heures en cours méthodo ou en immersion pro. Ce n'est pas sérieux.

SNES : avec seulement 18h de cours ils vont perdre des habitudes de travail.

Recteur : *Mais cela peut leur redonner confiance. Vous défendez l'hétérogénéité comme solution ?*

FO : seulement si on réduit les effectifs par classes.

Recteur : *il y en a plein des classes à effectifs réduits. Majorité d'écoles à moins de 4 classes.*

UNSA : c'est un effet « carte postale ».

Recteur : *les attentions et alertes qui ont été remontées ont été prises en compte par la ministre. Si cela aboutit à du tri social on sera tous en échec, c'est notre objectif d'éviter cela. Vous criez avant d'avoir mal.*

FSU : Oui, quand je suis au bord de la falaise, je crie avant d'être tombée. Et si on remettait plutôt en place une vraie formation continue, si on reconstituait des RASED, embauchait des Psy EN, allégeait les classes, etc.

CGT : On fait une alerte. On ne crie pas avant d'avoir mal, on a déjà mal. Corde raide en matière de santé des personnels et d'attractivité du métier. On est mal payés. On alourdit nos tâches. Cela détruit les projets, les réflexions collectives. Et l'IA ? n'est-on pas en train de préparer une école qui se passe de l'humain et standardise ? On se croirait dans un mauvais film de SF.

UNSA : Stratégie du ministre ne s'attaque pas aux vrais besoins. Et le remplacement dans le 1^{er} degré ?

SG : *c'est une priorité ! L'académie de Dijon est l'une des plus performantes sur le remplacement.*

UNSA : comment améliorez-vous la situation ? Comment vous empêchez le glissement vers l'école privée ?

SG : *le privé a souvent moins de moyens, ils ont plus d'élèves par classe, et je n'oppose pas le privé et le public.. On sait qu'on n'atteint pas non plus 100% de remplacement. Des moyens ont été mis.*

UNSA : on n'a pas non plus assez d'infirmières.

Recteur : *on a plus de postes que de ressources.*

CGT : Les remplacements de courte durée seront problématiques en maths et lettres en collège.

SG : *on a mesuré ce point de vigilance. Le RCD ne se fait pas discipline pour discipline. L'important est d'assurer une continuité. En essayant de garder des classes qu'on gère.*

CGT : avec des groupes constitués de plein de classes c'est difficile.

SG : *Il n'y a pas de modèle, seulement un cadre. L'intelligence collective continue à fonctionner.*

Recteur : *l'année prochaine, il y aura sans doute plus de Pactes RCD.*

FO : Vous prévoyez donc une application plus stricte du décret des pactes, qui conditionne les autres types de pacte à la couverture des besoins en RCD...

CGT : Les profs de Français et Maths représentent un quart des PP et bcp ne seront pas PP l'an prochain.

FO : Vous recevez en ce moment des prises de position émanant de collèges et stipulant clairement que les enseignants sont contre la constitution des groupes et n'y participeront pas. Ils expriment aussi un refus collectif d'être PP.

SNES-FSU : PP attention. La charge est si lourde que de façon générale, personne ne veut plus le faire alors que la part variable ISO pas revalorisée. En plus la gestion des conflits est une tâche qui s'alourdit.

CGT : il manquait 6 PP à la rentrée dans mon bahut, 3 finalement après pression sur les collègues. Ça ne marche pas, des classes sans PP, les parents s'en plaignent.

UNSA : Ménagez aussi les chefs d'établissement.

FO : La délégation FNEC-FP FO aurait pu comporter l'un d'eux, ce soir. C'est significatif.